



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Charte Entreprises et Quartiers - Actualisation convention type - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Contrat de Ville, co-piloté par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat, vise à réduire les inégalités entre les douze quartiers prioritaires de la Politique de la ville et le reste du territoire. Dans ce cadre, il a été décidé par les deux partenaires de mettre en œuvre un Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion.

L'enjeu majeur et global du PODEM est de mettre en œuvre une politique locale de l'insertion et de l'emploi, partenariale et renouvelée, selon les trois grands axes suivants :

- Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique, en particulier les entreprises du territoire ;
- Organiser des parcours d'insertion vers l'emploi et l'entrepreneuriat ;
- Coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés.

Parmi les premières actions concrètes qui en découlent, la Métropole, dans le cadre de sa compétence en matière de « développement économique », en articulation étroite avec les compétences « politique de la ville » et « insertion par l'économique », a souhaité décliner sur son territoire la Charte Entreprises & Quartiers. Ainsi, lors de la signature du Contrat de Ville en juillet 2015, des entreprises se sont engagées, auprès de l'Etat et de la Métropole, en signant cette charte, à agir en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

Au plan local, la démarche Charte Entreprises & Quartiers est co-pilotée par l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec le Pôle emploi et la Mission Locale Jeunes notamment.

Déclinée en convention tripartite (Etat-Métropole-Entreprise) spécifique pour chaque entreprise, la Charte Entreprises & Quartiers est un outil au service du développement économique et de l'emploi, du cadre de vie ainsi que du renouvellement urbain et de la cohésion sociale dans l'ensemble des quartiers prioritaires que compte le territoire.

A ce jour, 55 entreprises sont engagées concrètement, dont 52 qui ont déjà signé une convention d'application tripartite et 3 qui seront signataires très prochainement.

Ces entreprises sont les suivantes : AG2R, ANAGEM CARE, APEF SERVICES, ASSURANCE MUTUELLE DES MOTARD, BANQUE POPULAIRE DU SUD, BNP PARIBAS, BOUYGUES ENERGIE ET SERVICES, BRL GROUPE, BUDD'IT, BUREAUX & CO, CARREFOUR, CLIMAVIE, CLINIQUE DU MILLENAIRE, COM' UNE EXCEPTION, DELL, DRÔLE DE PAIN, EDF, ELA INNOVATION, ELECTRO DEPOT, ENEDIS, ENGIE, FDI GROUPE, GEIQ BTP, GROUPE E4, GROUPE NICOLLIN, HYGIE SPHERE, IKEA, KALIOP, KORIAN, KPMG Entreprises, LAPOSTE GROUPE, MAGNITUDE LABS, MANPOWER LR, MATOOMA, MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL, MY HORSE FAMILY, NAMAË CONCEPT, ORANGE, PASSE SARL, PHILIP FRERES, PLASTIC OMNIMUM, PRE LIVE, RWS, SCP TISSEYRE VIDAL, CHALLENGE-ME, SNCF, SOFACTO, SPECIALIST-WANTED, STUDI, SYSTÈME U, VEOLIA, VISIONARI.

En cours de signature : IBM, LES PINS PROMOTEURS D'IMMOBILIER, NEXITY.

Toutes ces entreprises ont mis en œuvre des actions concrètes en faveur de :

- L'éducation et l'orientation scolaire ;
- L'emploi, l'insertion et la formation ;
- Le développement économique, les services de proximité ;
- L'accessibilité aux produits et services de l'entreprise ;
- Le soutien aux initiatives locales, le mécénat de solidarité.

Une version actualisée de la convention d'application « type » reprenant les axes d'engagement des entreprises, de l'Etat et de la Métropole, est ainsi soumise à approbation. Cette convention d'application constitue un plan d'actions concrètes pour l'entreprise pour en lien avec les engagements pris et permet notamment d'intégrer des éléments concernant les grands enjeux du PaQte « Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises », lancé par le Premier ministre en juillet 2018, en vigueur depuis le 1er janvier 2019.

L'objectif global poursuivi par le PaQte est le même que celui de la « Charte Entreprises et Quartiers » : permettre aux entreprises de s'engager concrètement en faveur du développement économique et social des quartiers.

Le PaQte contient 4 axes prioritaires d'intervention qui font déjà échos aux engagements pris par les entreprises et stipulés dans les conventions « Charte Entreprises et Quartiers ». Ces 4 axes sont les suivants :

- Sensibiliser les plus jeunes au monde de l'entreprise en renforçant l'offre de stages de 3^{ème} à destination des élèves de collèges REP+ ;
- Former en favorisant l'accès à l'alternance ;
- Recruter de manière non discriminatoire ;
- Acheter de manière plus responsable et inclusive.

Ces 4 axes d'intervention du PaQte sont intégrés à la convention type « Charte Entreprises et Quartiers » sous forme de tableau joint à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle « type » actualisée de convention d'application de la Charte Entreprises & Quartiers entre la Métropole, l'Etat et l'Entreprise intégrant les dispositions du PaQte ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer chaque convention tripartite avec les entreprises et l'Etat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Clare HART, Mme Stéphanie JANNIN, M. Gérard LANNELONGUE, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110625-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention type E&Q.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.